

18 octobre 2015

Le programme climat de Québec solidaire en danger **Se plier au capitalisme vert ou mobiliser pour sortir du pétrole**

Cette année, la direction de Québec solidaire a lancé le parti dans un processus de révision du programme qui accaparera le conseil national de l'automne et le congrès du printemps prochain. On se demande pourquoi cette hâte alors que le long processus de construction du programme reste inachevé. Il paraît que les premiers blocs votés il y a quelques années, dont ceux sur l'économie et l'écologie, ont mal vieilli. Ou peut-être seraient-ils le reflet d'un jeune parti non encore gangrené par l'électoratisme et son rejeton, la routine parlementaire ? Le démon de l'opinion publique, façonnée par le formatage de l'éducation marchande¹, orientée par les monopoles médiatiques, contrainte par la lutte individuelle pour la survie, renforcée par le discours bureaucratique féru de « paix sociale », en vient à supplanter le long processus démocratique, si imparfait eut-il été, qui a présidé à la construction du programme Solidaire. Ceux et celles qui suivent attentivement la « politique de communication » du parti se sont rendus compte que la direction en prend large avec le programme depuis belle lurette. On comprend la direction de vouloir en finir avec cette gêne qui pourrait devenir embêtante si le parti, gagnant en popularité, voyait son programme de plus en plus scruté à la loupe par les grands médias.

À la Commission politique est déjà atterrie une proposition de modifier la formule « dépasser le capitalisme » par « dépasser le capitalisme néolibéral ». Tant qu'à y être, vive l'oxymoron « le néolibéralisme à visage humain » ! On y propose aussi la « création de richesse ». Et vive le gaspillage et la pollution ! L'économie privée serait mise sur le même pied que l'économie publique et la démocratie locale et régionale marginalisée. Cerise sur le gâteau, les bourses du carbone seraient réhabilitées. On suggère aussi de laisser tomber les cibles concrètes du GIEC pour la réduction des émanations de gaz à effet de serre (GES) en faveur de formules vagues. Et ça ne fait que commencer. Tout ce branlement de combat n'a rien de « technique » comme le prétend un coordonnateur d'une importante circonscription pour justifier l'absence d'une assemblée générale préparatoire. Ainsi va le ratatinement de la démocratie interne.

Un programme est un appel à l'électorat pour voter pour notre parti. Depuis, cependant, la tragédie grecque de cet été, il est (re)devenu clair que l'élection d'un gouvernement majoritaire ne sert à rien sans mobilisation populaire. Le programme doit donc être aussi et surtout un appel au peuple travailleur pour occuper la rue jusqu'à et y compris une « grève sociale ». Il doit aller à l'essentiel tout en étant un modèle de clarté et de simplicité apte à mobiliser. Il s'inspire de la réalité nationale dans un contexte global mais surtout de la réalité des revendications populaires particulièrement quand elles donnent lieu à des mobilisations. C'est dans cet esprit qu'il faut envisager la composante climatique de la partie écologique du programme tout en l'articulant avec son ensemble. À cet égard, notre programme va dans le bon sens. Il est moins à modifier qu'à défendre contre la direction du parti qui le charcute pour le rendre compatible avec le capitalisme vert.

L'austérité, bloquant la transition énergétique, menace la civilisation sinon l'humanité

La crise climatique (et celle concomitante de la biodiversité) s'en va dans le mur avec l'échec annoncé de la Conférence de Paris... dont les « *spin doctors* » feront un succès diplomatique. Le cadre de cette négociation est en effet l'entente Chine-ÉU de novembre 2014 qui fige l'actuelle cadence de réduction de GES dans ces deux pays tout en acceptant comme moyens de réduction le nucléaire, la capture-séquestration du charbon et les gaz de schiste comme substitut au

1 François Dugré, [Éducation: mettre fin à la politique du silence](#), Huffington Post – Québec, 27/09/15

charbon². Et dire que les Greenpeace et 350.org de ce monde ont applaudi à cet accord³. Seul les Amis de la terre (Friends of the Earth) parmi les grandes organisation mondiales semble avoir gardé la tête froide⁴.

L'humanité est en train de royalement rater la cible minimaliste d'une hausse de la température moyenne d'au plus de 2 degrés centigrades en 2100... alors qu'elle devrait être d'au plus 1.5 degré et qu'elle a déjà atteint 0.8 degré. Déjà, vagues de chaleur et autres catastrophes climatiques, impliquant surtout les pays les plus pauvres, se suivent à la queue-leu-leu. Une importante hausse du niveau des océans et leur acidification sont maintenant irrémédiables. La terre a déjà connu pareille variabilité et bien pire encore mais jamais sur une si brève période. Si la vie sur terre n'est pas en danger, la survie de la civilisation, elle, est en jeu, à la limite celle de l'humanité.

En découle, en tout humanisme, que doivent être mises en place dans l'urgence des politiques drastiques de réduction des gaz à effet de serre (GES). Les objectifs onusiens du GIEC en sont le plancher à sans cesse rehausser au diapason du freinage du guerrier capitalisme néolibéral plus préoccupé d'austérité compétitive pour assurer la pérennité de l'accumulation capitaliste aux dépens de l'humanité. De ce fait, l'austérité sape tout financement même marginal d'une transition énergétique allant jusqu'au détournement de fonds⁵.

La situation privilégiée du Québec n'excuse pas le parti-pris pétrolier

Pour entreprendre la lutte contre les GES, le Québec se trouve très avantagé par rapport au restant du monde et encore plus par rapport au Canada, le cancre mondial de la lutte contre les GES⁶. Il est sans énergie pétrolière et nucléaire, possédant seulement deux raffineries suffisantes pour alimenter son marché national en pétrole énergétique totalement importé. Par contre, il déborde d'énergie hydroélectrique dominant la climatisation dont il ne sait que faire des surplus exportés à perte. Il ne possède aucune usine de fabrication d'automobiles et de camions légers, aussi totalement importés, hormis un modeste secteur de fabrication de composantes (et une usine de camions lourds). Par contre, on y trouve des usines assemblant des autobus, des locomotives et des wagons de métro, et de petits chantiers maritimes se cherchant des contrats pour des navires modestes propres au cabotage le long du St-Laurent, tout comme une filière importante de composantes électriques dont auront besoin les véhicules électriques. Existe cependant un problème avec l'importante « grappe » de l'avionnerie... sur le bord du gouffre avec l'échec annoncé du nouvel avion de Bombardier à moins de se vendre à une gigantesque transnationale. En découle que le Québec, pour des raisons tant écologiques qu'économiques, doit au plus « *christ* » sortir du pétrole, en termes de production, de transformation, de transport et de

2 Daniel Tanuro, [L'accord « climat » conclut entre Chine et USA : trop peu, trop tard, dangereux](#), ESSF (tiré de La Gauche-Belgique), 14/11/14

3 350.org, [China and US Take Step Forward on Climate, Strengthening Case for Divestment and Rejecting Keystone XL](#), 12/11/14 ; Greenpeace, [Historic US-China deal marks the beginning of the end of China's coal chapter](#), 12/11/14

4 Friends of the Earth International, [US-China climate pledges just a drop in the ocean](#), 12/11/14 : « Les coupures annoncées par le président Obama sont loin de ce que les États-Unis ont besoin de couper s'ils étaient sérieux pour empêcher un changement climatique incontrôlable. Ces engagements volontaires des États-Unis ne sont pas juridiquement contraignants et ne sont pas basés sur la science ou l'équité... » (ma traduction)

5 TRANSIT, [Présentation aux consultations particulières et auditions publiques sur le document de consultation...](#), septembre 2015 : « TRANSIT soumet à la Commission que la crédibilité du gouvernement du Québec se révèle sérieusement compromise par ce qui apparaît comme un détournement par le Ministère des Transports du Québec de centaines de millions de dollars du Fonds Vert – des sommes destinées selon la Loi à financer des projets de réductions d'émissions de GES – vers des programmes visant le simple maintien d'infrastructures, sans réduction additionnelle d'émissions de GES. »

6 Éric Desrosiers, [Une autre occasion ratée](#), Le Devoir, 17/10/15 : « [La fin de la très longue campagne électorale fédérale] est l'occasion aussi de revenir sur la liste de tout ce qu'on n'a PAS vu NI entendu, aux premiers rangs desquels il faudra bien malheureusement, encore une fois, largement placer la question de la lutte contre les changements climatiques. [...] Le Canada s'était engagé, en vertu de l'accord de Kyoto, à ramener le niveau de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'un total de 613 mégatonnes (MT) en 1990 à 490 MT en 2020. [Il se fixe] désormais pour cible un total de 524 MT d'ici 2030. [...] Le niveau de ses émissions [...] atteint désormais 726 MT, soit au moins 202 MT à perdre d'ici 15 ans. »

consommation énergétique (et un jour non énergétique).

Profitant de cette position exceptionnelle, le gouvernement du Québec se pète les bretelles de contentement et se pavane dans les forums mondiaux⁷ vantant son progressisme écologique en termes d'objectifs nationaux de réduction de GES dont celui, par rapport à 1990, de 20% en 2020, de 37.5% en 2030, dont on peut parier qu'il remplacera rapidement l'objectif de 2020, de 80 à 95% en 2050. Sacré politicien, plus c'est tard, plus il se rapproche de l'objectif du GIEC ! Mais l'État oublie toute échéance de sortie du pétrole — dans 20 ans de dire le très modéré David Suzuki⁸, en 2030 dit le programme de Québec solidaire — car pour le pétrole d'Anticosti, du Golfe et de la Gaspésie, pour le transport par oléoducs, pour le gaz de schiste, le gouvernement ne lâche rien, même pas pour la cimenterie de Port-Daniel. Sans attendre les résultats de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) pourtant faite à la va-vite, il investit dans les petites pétrolières québécoises et finance leur exploration⁹.

Le marché du carbone : un tabou qui paralyse la mobilisation

Pour le reste, le Québec s'en remet au marché du carbone, dont il est le champion en Amérique du Nord avec la Californie, et sur la voiture hydroélectrique. Pire qu'un produit dérivé, le capital financier a inventé des « droits de polluer » remis aux plus grands pollueurs à vil prix, si ce n'est gratuitement, et qui le resteront en proportion du braillage compétitif de ces financiers, pétrolières et autres grands pollueurs auprès de « leurs » gouvernements qu'ils financent par ailleurs généreusement, gouvernements responsables de l'offre et de la réglementation de ces supposés droits. Le marché du carbone de l'Union européenne, le fer de lance mondial de ce type de marché, a été un fiasco, même de l'aveu de *The Economist*¹⁰. Il en est de même de celui, onusien, qui les complète, le Mécanisme de développement propre permettant aux pollueurs d'acheter des crédits à très bon marché dans les pays dépendants souvent sans avantage pour ces pays et sans compter une bonne dose de corruption¹¹. Ce n'est pas pour rien qu'existe une large coalition européenne de 110 organisations réclamant l'abolition de cette fausse solution¹². Le scandale réside, ici au Québec, dans l'acceptation de ce marché par les grandes associations environnementales¹³ et celle tacite, par son silence médiatique, par Québec solidaire dont le programme, pourtant, récuse le marché du carbone¹⁴.

7 Jocelyne Richer, *La Presse canadienne*, [Climat - Les positions de la France et du Québec convergent, dit Couillard](#), *Le Devoir*, 17/10/15

8 Alexandre Shields, [Réélire Harper serait un « désastre »](#), *Le Devoir*, 30/09/15 : « Mais pour faire une véritable transition, il faudra mettre en place des changements fondamentaux. Il faut se fixer un échéancier pour sortir complètement des combustibles fossiles, non pas dans 40 ans, mais au maximum d'ici 20 ans. »

9 Alexandre Shields, [Pas d'études du BAPE en Gaspésie](#), *Le Devoir*, 5/10/15 : « Selon le registre des entreprises, Ressources Québec est en outre le premier actionnaire de Pétrolia, qui mène actuellement deux projets liés aux énergies fossiles en Gaspésie. L'entreprise a ainsi bénéficié récemment d'un investissement public de 3,8 millions de dollars pour l'évaluation du potentiel gazier du projet Bourque, situé à l'est de Murdochville. » Et sans oublier le financement de l'exploration pour du pétrole de schiste à Anticosti.

10 *The Economist*, [Carbon trading – ETS, RIP](#), 20/04/13

11 Stephen Böhm, [Why are carbon markets failing?](#), *Guardian*, 12/04/13 : « Les marchés du carbone nous ont encore fait perdre plus de 15 ans dans la lutte contre le changement climatique. Mais nous continuons à les pousser en avant tout en les élargissant. [...] Le marché du carbone européen est en ce moment dans la tourmente, débordant plus que jamais de quotas de carbone. Les centrales électriques et les usines se sont vues allouer plus de quotas qu'ils n'en ont réellement besoin, certes en raison de la grave récession dans de nombreux pays, mais aussi en raison de l'intense lobbying de l'industrie. On a vu également l'émission d'un flot de crédits de carbone bon marché du MDP [Mécanisme de développement propre de l'ONU, NDLR], ce qui a contribué à abaisser le prix du carbone à un niveau si faible qu'il est actuellement d'un coût négligeable pour l'industrie. Encore plus important, il n'incite pas à investir dans les technologies à faible niveau de carbone. » (ma traduction)

12 SCRAP ETS, [Il est temps de mettre fin au marché du carbone européen ! Pour une véritable transition énergétique](#), 27/02/13

13 Équiterre, [Bilan environnemental de 2014 : des hauts et des bas](#), 24/12/15 : « Québec a gardé le cap sur l'application de la bourse du carbone malgré une vaste campagne de lobbying de la part de l'industrie pétrolière. La mise en place de cette bourse va permettre au Québec de réduire son empreinte carbone et de poursuivre son virage vers une économie plus verte et prospère. » ; AQLPA, [Bourse du Carbone : l'AQLPA souhaite la bienvenue à l'Ontario et demande à Québec d'agir résolument dans le transport](#), 13/04/15 ; Greenpeace, [Greenpeace félicite l'Ontario pour sa décision sur la tarification du carbone](#), 13/04/15

14 Programme de Québec solidaire : « S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif »

Cet engouement du mouvement écologiste québécois pour la marché du carbone avait émergé publiquement quand l'Ontario avait fait connaître son adhésion à ce marché deux jours après la Marche action climat du 11 avril 2015 qui avait mobilisé, selon l'évaluation de ses organisateurs, 25 000 personnes à Québec. Ce rassemblement faisait suite à deux importantes manifestations, durant l'automne 2014, respectivement contre le projet de port pétrolier de Trans Canada à Cacouna et contre le train de la mort aboutissant à Sorel-Tracy. Depuis lors, le mouvement semble plongé dans la léthargie. C'est le mouvement canadien-anglais, et son pendant anglo-québécois, qui a pris le relais. Le mouvement 350.org, fonctionnant presque exclusivement en anglais, a organisé au début juillet une manifestation de 10 000 personnes à Toronto sans presque d'écho au Québec sauf une occupation des bureaux montréalais du chef du NPD que n'ont noté ni le mouvement ni la presse francophones. C'est cette pression montante contre les intérêts pétroliers, dont un mouvement de désinvestissement très présent aux ÉU, qui oblige aujourd'hui les transnationales pétrolières à faire semblant de rallier la bonne cause¹⁵. On se dit qu'une telle campagne ici au Québec vis-à-vis la Caisse de dépôt et de placement qui gère le bas de laine national serait des plus pertinentes¹⁶.

Les relais anglo-québécois et autochtone ébranlent le satisfecit nationaliste pure laine

Le peu de mobilisation contre le pétrole bitumineux et contre les oléoducs qui a eu lieu au Québec durant l'élection fédérale a été l'initiative de Coalition-ECO, un groupe d'associations étudiantes basée à l'université anglophone Concordia. Environ 500 personnes ont participé à la manifestation organisée par cette coalition le 10 octobre¹⁷ contre les oléoducs et le pétrole bitumineux. Étant donné l'importance de cet enjeu lors de la période électorale en plus d'être dans le sillage de la Conférence de Paris sur le climat, c'est mieux que rien mais quelque peu décevant. Les grands absents étaient les syndicats et les groupes populaires... mais aussi les associations nationales environnementales (ex. AQLPA, Équiterre) excepté Greenpeace. Dans cette manif très bilingue, le fer de lance organisateur était anglo-québécois, en alliance avec les Autochtones, quoiqu'on notait une bonne présence de Tache d'huile et du Mur des femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux de même qu'une petite délégation de Québec solidaire. On avait l'impression d'un mouvement environnemental québécois de deux solitudes avec Greenpeace à la jonction.

La partie franco-québécoise du mouvement, en plus d'adhérer au marché du carbone et de mettre en retrait la mobilisation contre le gouvernement fédéral paraît plus ou moins se satisfaire des nouvelles cibles de réduction des GES du gouvernement Libéral. L'AQLPA « *est satisfaite de la cible annoncée par Québec de réduction des gaz à effet de serre (GES) de 37,5% par rapport à 1990.* »¹⁸. Heureusement, elle s'inquiète des moyens déployés ou non déployés. Équiterre a poussé la complaisance jusqu'à être présent à la conférence de presse gouvernementale annonçant les nouvelles cibles¹⁹. Par contre, Greenpeace affirme que « *la cible proposée par Québec [...] reste toutefois en deçà de ce qui est nécessaire pour faire baisser les émissions de GES à zéro d'ici 2050, un objectif qu'un nombre croissant de scientifiques, d'ingénieurs et de spécialistes considèrent comme essentiel et réaliste pour éviter l'emballement du climat.* »²⁰ On peut penser que l'adhésion à la stratégie du marché du carbone et même aux cibles du gouvernement québécois y est pour quelque chose dans cette récente démobilité du pendant francophone du mouvement écologique québécois. D'autant plus que cette adhésion s'étend à l'autre volet de cette stratégie, la voiture hydroélectrique.

15 Francis Halin, [À la veille de la conférence de Paris, dix géants du pétrole se présentent comme les nouveaux alliés de la lutte contre les changements climatiques](#), Le Devoir, 17/10/15

16 Appel d'un groupe d'économistes, [CDPQ: pour un désinvestissement des énergies fossiles](#), Le Devoir, 25/09/15

17 Voir des [photos de la manifestation](#) dans mon album de photos

18 AQLPA, [AQLPA -Une cible de réduction des GES en attente d'actions cohérentes de Québec](#), Site du RQGÉ, 17/09/15

19 Alexandre Shields, [Québec propose une cible ambitieuse de réduction des GES](#), Le Devoir, 17/09/15 : Heureusement, le dirigeant d'Équiterre y a fait quelques réserves : « "Tout en se réjouissant de la cible proposée par Québec, nous allons tenter de convaincre le gouvernement du bien-fondé d'adopter une cible encore plus ambitieuse...[...]" a réagi Steven Guilbeault, d'Équiterre, présent aux côtés du ministre Heurtel. »

20 Patrick Bonin, [Climat: nouvelle cible ambitieuse, mais Québec doit faire plus](#), Greenpeace (blogue), 17/09/15

L'auto hydroélectrique : une autre illusion d'un soi-disant miracle technologique

Le miracle de l'automobile hydroélectrique non polluante est un mythe. L'harnachage des rivières comporte sa propre pollution dénoncée par Fondation Rivières²¹. Au bétonnage des rivières, il faut ajouter pour les barrages à réservoir, soit la grande majorité, la pollution au méthyle-mercure, l'effet de marnage qui empêche une saine écologie des rivages et une variation de débit à l'encontre du cycle naturel puisque le maximum de débit se produit au plus fort de l'hiver et non au printemps. La fabrication de ces autos, à cause de leurs batteries, est plus polluante qu'une auto au pétrole : il faut 50% d'émanations de GES de plus pour construire une automobile tout électrique²². Leur présente immaturité technologique exige une deuxième auto interurbaine. La congestion et l'étalement urbains gardent tous leurs inconvénients gaspilleurs (terres agricoles), polluants (maisons unifamiliales) et sur la santé (sédentarité).

L'automobile reste, du point de vue du budget familial, un second loyer qui n'est pas à la portée de toutes les familles, tant s'en faut. Cette vérité est encore plus vraie pour l'acquisition d'une plus dispendieuse automobile électrique : le bon marché relatif de l'hydroélectricité peut la rendre plus économique à la longue mais il faut disposer au départ d'économies ou de capacités d'emprunt suffisantes. Et il ne faut pas oublier que comme Hydro-Québec devient la vache à lait du gouvernement, le bon marché hydroélectrique est voué à disparaître²³ à moins de résistance populaire. À ces inconvénients, s'ajoutent les idiosyncrasies du programme québécois : Pour un coût élevé en subventions, les voitures hydroélectriques contribueront peu au bilan des GES, ces voitures risquent d'être importées, l'aide généreuse et l'accès aux voies réservées profiteront avant tout aux ménages fortunés²⁴.

Le plein emploi écologique contre les complexes auto-pétrole et de la corruption

Ce gouvernement, comme tous les autres de la planète, soumis au complexe planétaire auto-bungalow-pétrole et particulièrement au corrompu complexe proprement québécois ABC (asphalte, bois, ciment), ne se donne pas les moyens de ces cyniques politiques et ne peut / veut pas se les donner. D'où la nécessité de la grève sociale pour aboutir à un gouvernement qui plantera une politique de plein emploi écologique. D'entrée de jeu, s'impose de nationaliser et socialiser le capital financier, ce qui nécessite de faire l'indépendance, afin de pouvoir financer la transition écologique, dont une réforme fiscale en profondeur, sans grève des investissements et sans fuite des capitaux. Le contrôle des ressources et équipements énergétiques, dont les centrales, raffineries et éoliennes, et des transports, dont les chemins de fer et les autobus interurbains, requiert leur nationalisation et socialisation.

Sur cette base, l'atteinte des objectifs du GIEC, surtout à court terme, devient possible grâce à des entreprises publiques contrôlées démocratiquement et financées publiquement. Les grands axes en seront la restauration écologique de tous les bâtiments, ce qui permet facilement une économie énergétique de 50%, un système de transport des marchandises assis sur le rail électrifié, le cabotage et le camionnage léger électrifié, un système des transports des personnes reposant sur le transport collectif électrifié, une agriculture biologique basée sur la souveraineté alimentaire et un système énergétique libéré des hydrocarbures et reposant de plus en plus

21 Fondation Rivières, [Mission](#) : « *Le bétonnage des rivières détruit les chutes, les écosystèmes et les paysages. La production d'hydroélectricité est faussement présentée comme une solution au problème des émissions de gaz à effet de serre alors que d'autres alternatives plus efficaces existent...* »

22 Compagnie Renault, [Fluence and Fluence z.e. – Life Cycle Assessment](#), October 2011 : tableau 30 en réajustant les données de la ligne « Electric » pour tenir compte que l'auto est alimentée à l'hydroélectricité dont on suppose nulles les émanations de GES (Well to Tank = 0%)

23 Coalition mains rouges, [Nouvelles hausses de tarifs d'électricité: La population doit agir contre le détournement de mission d'Hydro-Québec](#), 10/03/15

24 Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), [L'électrification des transports n'est pas la panacée](#), L'Aut'Journal, 13/10/15

directement sur le soleil et le vent. Ces réformes radicales à implanter immédiatement et se déployant pour la plupart sur une dizaine d'années se feront dans la perspective d'une reconfiguration de la ville basée sur le piéton, le cyclisme et l'agriculture urbaine et de celle des rapports urbains-ruraux basés sur les trajets courts pour l'approvisionnement alimentaire et sur la transformation viable des ressources naturelles.

Un programme ouvert vers la grève sociale mais tabletté par la direction Solidaire

L'actuel programme du parti est loin de répondre à la commande mais il prend résolument cette direction. On pourrait bien sûr l'améliorer mais ce serait rester aveugle au véritable danger qui le menace, soit son tronçonnage par la direction du parti au point de faire de notre politique climatique une passoire compatible avec le capitalisme vert c'est-à-dire un simple verdissement de l'économie pétrolière. Le chat était sorti du sac lors de la campagne « *Sortir du noir, Choisir l'or vert* » en 2013 que le Comité thématique sur l'environnement avait alors critiqué. Non seulement les objectifs du GIEC y étaient oubliés mais surtout le pétrole conventionnel y était réhabilité. L'enjeu central du transport des marchandises était ignoré tandis que celui des personnes se limitait à l'appui de la campagne minimaliste d'alors de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pris de panique par la congestion urbaine. Quant à la nationalisation du secteur énergétique, elle devenait un peut-être ou se ratatinait à de « *l'encadrement* »²⁵. Pour ce qui est du marché du carbone et de l'auto hydroélectrique, c'est ni vu ni connu par la direction du parti. On retrouve, en condensé, la même tendance dans un récent communiqué de presse²⁶.

Last but not least, était reléguée aux oubliettes la revendication mobilisatrice de la gratuité du transport collectif sur dix ans dont le but principal, au même titre que la gratuité scolaire par rapport au Printemps érable de 2012, est l'incitation à créer un grand mouvement populaire capable soit d'amorcer une grève sociale, comme au Brésil en 2013, ou d'y contribuer.

L'urgence climatique n'attendra pas une improbable majorité parlementaire de Québec solidaire en 2018 laquelle majorité serait tout aussi impuissante que celle de Syriza de 2015 en Grèce. Enfermé à double tour dans la geôle d'un Canada pétrolier, peu importe le parti au gouvernement à Ottawa, et d'une ALÉNA sous domination étasunienne, un gouvernement Solidaire serait tout aussi impuissant sinon davantage qu'un gouvernement Syriza. La brèche viendra d'une grève sociale que pose immédiatement la mobilisation contre l'austérité et contre les hydrocarbures, les deux faces de la même médaille. Son noyau ardent, le Front commun, arrive à son heure de vérité²⁷. Seule une bureaucratie syndicale et populaire, relais de la chape de plomb du matraquage médiatique et de la peur de la répression, empêche l'explosion de la grève sociale.

Qu'attendent les députés et porte-parole Solidaire pour clamer dans tous les micros réels et virtuels la nécessité de cette grève sociale au lieu de répéter ad nauseam l'inéptie de la « bonne foi » de part et d'autre. Pourrait en découler le supplément d'âme nécessaire à la militance pour renverser les idoles et les veaux d'or.

Marc Bonhomme, 18 octobre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

25 Voir sur mon site, [La campagne Solidaire pour sortir du pétrole](#), 5/09/13

26 Voir sur mon site, [À la veille de la Conférence de Paris sur le climat, Québec solidaire capitule](#), 2/10/15

27 Voir sur mon site, [Front commun, austérité et pétrole](#), 9/10/15